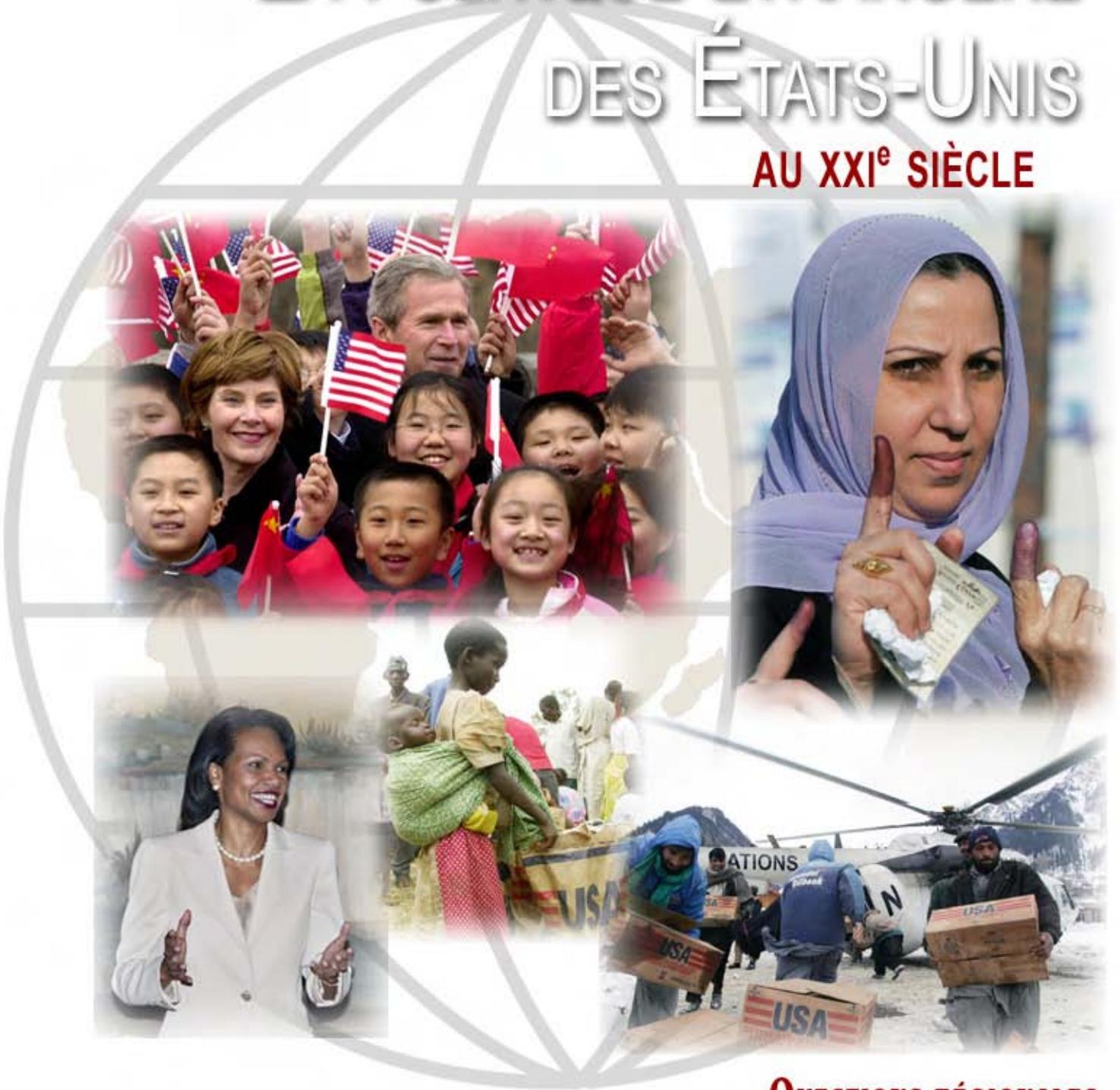




LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS AU XXI^e SIÈCLE



QUESTIONS RÉGIONALES

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS, SEPTEMBRE 2006
REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS



Rédacteur en chef	George Clack
Directeur de la rédaction	Michael Jay Friedman
Rédacteurs associés	Mark Betka Mildred Neely
Choix des photographies	Kenneth White
Conception graphique, page de couverture	Tim Brown

Directrice de la publication	Judith Siegel
Directeur adjoint de la publication	Richard Huckaby
Responsable de la production	Christian Larson
Responsable adjointe de la production	Sylvia Scott

Conseil de rédaction	Jeremy Curtin Janet Garvey Jeffrey Berkowitz
Traduction	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française	ARS, Paris

Photos de couverture ©AP Images: (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à gauche) le président George W. Bush et la première dame des États-Unis, Mme Laura Bush, en compagnie d'enfants sur la Grande Muraille de Chine; une Iraquienne après le vote à Bagdad; des Cachemiriens déchargeant des secours, don des États-Unis, au Pakistan; une fillette congolaise recevant l'aide alimentaire de l'USAID; et la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice à Moscou.

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo *eJournal USA – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – qui examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en perse. Chacune de ces revues est cataloguée par volume (le nombre d'années de publication) et est numérotée (numéros publiés dans l'année).

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante: <http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa/french.html>. Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/T/CP
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
United States of America
Courrier électronique: iiptcp@state.gov



LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / SEPTEMBRE 2006 / VOLUME 11 / NUMÉRO 3

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS AU XXI^e SIÈCLE: QUESTIONS RÉGIONALES

- | | |
|--|--|
| <p>2 Introduction
CONDOLIEZZA RICE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT</p> <p>3 Affaires africaines
JENDAYI FRAZER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE</p> <p>11 Affaires relatives à l'Asie de l'Est et au Pacifique
CHRISTOPHER HILL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT</p> <p>18 Affaires européennes et eurasiatiques
DANIEL FRIED, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT</p> | <p>25 Affaires proche-orientales
DAVID WELCH, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT</p> <p>31 Affaires relatives à l'Asie du Sud et du Centre
RICHARD BOUCHER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT</p> <p>38 Affaires relatives aux Amériques
THOMAS SHANNON, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT</p> |
|--|--|



Département d'État des États-Unis/Janine Sides

Le président George W. Bush expose son plan d'aide d'urgence à la lutte contre le VIH/sida à l'Eisenhower Executive Office Building, à Washington, le 1^{er} décembre 2005.

Introduction

En 1790, quand Thomas Jefferson a assumé les toutes nouvelles fonctions de secrétaire d'État, son personnel comptait en tout et pour tout un commis en chef, trois commis adjoints et un messager. Notre jeune nation avait établi deux missions diplomatiques (l'une en Grande-Bretagne et l'autre en France) ainsi que dix postes consulaires. Aujourd'hui, les États-Unis entretiennent des relations diplomatiques avec quelque 180 nations et ils comptent plus de 250 postes diplomatiques à l'étranger.

Dans le cadre d'institutions multilatérales, dont un grand nombre sont placées sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, nous sommes en contact avec d'autres pays pour faire face à tout un éventail de questions, du maintien de la paix aux droits de l'homme en passant par les secours humanitaires et le commerce.

L'objectif de la diplomatie américaine est aussi vaste que l'est notre représentation diplomatique à travers le monde. Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de sa deuxième investiture, le président Bush a déclaré: « Les États-Unis ont pour politique de rechercher et d'appuyer la croissance de mouvements et d'institutions démocratiques dans tous les pays et dans toutes les cultures, l'objectif ultime étant l'élimination de la tyrannie dans notre monde. » Les États-Unis trouvent sur leur chemin à la fois des obstacles et des occasions formidables et qui sont comparables, selon moi, à ceux qu'ont connus nos prédécesseurs qui, voilà soixante ans, ont aidé à transformer les pays ravagés par la Seconde Guerre mondiale en des démocraties florissantes, des alliés qui nous ont soutenus pendant le long combat de la guerre froide.

Pour se montrer à la hauteur des défis extraordinaires du XXI^e siècle, le département d'État poursuit une « diplomatie transformationnelle ». Celle-ci consiste à œuvrer avec nos nombreux partenaires du monde entier de manière à édifier et à soutenir les États démocratiques et bien gouvernés qui savent répondre aux besoins de leur peuple et se comporter de manière responsable dans le système international. Nous cherchons à utiliser la puissance diplomatique des États-Unis en vue d'aider d'autres peuples à améliorer leur existence et à transformer leur avenir.

Certains pays, dont la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Brésil, jouent un rôle de plus en plus important sur la scène mondiale. La réforme démocratique a commencé et elle se propage au Moyen-Orient. Les États-



Département d'État des États-Unis

Unis travaillent avec leurs nombreux partenaires de manière à promouvoir la liberté aux quatre coins de la planète.

Ce travail se mesurera non en mois ou en années, mais en générations. Pour autant, nous nous heurtons partout à des questions urgentes, qu'il s'agisse de la menace mondiale du terrorisme ou de la lutte contre le sida en Afrique et dans bien d'autres régions. Les États-Unis participent à l'éducation

des filles en Afghanistan. Avec d'autres, nous avons utilisé notre puissance militaire et économique pour ramener la paix dans les Balkans, pour acheminer des secours aux victimes du tsunami dans la région Asie-Pacifique et pour venir en aide aux rescapés du tremblement de terre au Pakistan. Nous sommes engagés dans la poursuite de la paix en Afrique de l'Est et dans le renforcement de la gouvernance démocratique ainsi que dans la consolidation des droits et des libertés fondamentales aux Amériques. Nous transformons les institutions traditionnelles, par exemple l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de concert avec nos partenaires européens, dans le souci de répondre aux exigences d'un siècle nouveau.

Dans les six essais qui suivent, les hauts responsables du département d'État qui assurent au quotidien le bon déroulement de nos relations sur la scène internationale offrent leurs perspectives sur les objectifs et les priorités de la diplomatie des États-Unis. Mme Jendayi Frazer est secrétaire d'État adjointe pour l'Afrique; M. Christopher Hill est secrétaire d'État adjoint pour l'Asie de l'Est et le Pacifique; M. Daniel Fried, pour l'Europe et l'Eurasie; M. David Welch, pour les affaires du Proche-Orient; M. Richard Boucher, pour l'Asie du Sud et l'Asie centrale; et M. Thomas Shannon, pour les Amériques.

Si les détails des objectifs de la politique des États-Unis varient selon les régions, tous nos efforts diplomatiques révèlent un fil directeur commun: nous nous ferons les champions de la liberté, du respect de l'individu et de la défense du droit de chaque être humain, où qu'il se trouve, d'améliorer son existence.

Condoleezza Rice
Secrétaire d'État

Affaires africaines

Mme Jendayi Frazer



Département d'État des États-Unis

Mme Jendayi Frazer, secrétaire d'État adjointe, bureau des affaires africaines

Ma vision et mes priorités pour la politique africaine des États-Unis découlent directement de la mission que s'est fixée le président Bush de faire du monde un endroit plus sûr et meilleur ainsi que des directives de la secrétaire d'État, soucieuse de mettre la force de la diplomatie au service des populations étrangères pour les aider à améliorer leur existence, à édifier chacune sa nation et à transformer leur avenir. En ce qui concerne l'Afrique, les priorités essentielles sont les suivantes : appuyer la marche de la liberté politique dans l'ensemble du continent ; élargir les possibilités et la croissance économiques ; s'attaquer au défi unique que pose la pandémie de VIH/sida ; et renforcer les initiatives africaines visant à mettre fin aux conflits et à combattre le terrorisme. Nos efforts portent leurs fruits car on voit les pays africains prendre résolument leur place dans la communauté des démocraties qui sont en train de construire un système international fondé sur nos valeurs communes et contribuer à la paix et à la prospérité mondiales. Tout au long de ma carrière universitaire et dans la fonction publique, notamment en ma qualité d'ambassadrice des États-Unis auprès de la République

d'Afrique du Sud, j'ai étudié les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les peuples africains et j'en ai tiré de nombreuses leçons. Maintenant que je suis secrétaire d'État adjointe, je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée d'œuvrer avec les pays africains en vue de surmonter ces défis et de servir en même temps mon pays.

Après vingt-cinq années passées à étudier la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique et à y travailler, je puis affirmer que le moment n'a jamais été aussi propice pour cimenter les progrès et la promesse du continent. La démocratie se propage en Afrique, où plus d'une cinquantaine d'élections démocratiques ont eu lieu au cours des quatre dernières années. L'expansion économique du continent est à son niveau le plus élevé depuis huit ans, et vingt pays ont enregistré un taux de croissance positif au cours de chacune des cinq dernières années. Six guerres de grande envergure ont pris fin au cours des six dernières années : en Angola, au Burundi, au Liberia, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone et au Soudan, où une guerre civile a opposé le Nord au Sud du pays pendant vingt-deux ans. Les Africains prennent en main leur destinée collective par l'entremise d'institutions comme



©AP Images

La première dame des États-Unis, Mme Laura Bush (debout, au centre), et le président du Ghana, M. John Agyekum Kufuor (à droite), à l'école normale d'Accra, où Mme Bush s'est rendue dans le cadre d'un programme de distribution de manuels scolaires en Afrique.

l'Union africaine et son Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), lequel contribue à l'amélioration de la gouvernance et à l'établissement de liens plus amicaux entre les États. Le Bureau des affaires africaines tire parti de ces changements historiques en faisant participer les institutions qui vont pérenniser les progrès de génération en génération et en les aidant à se construire. Nous sommes en train d'instituer « l'ère du partenariat » avec l'Afrique.

APPUYER LA PROPAGATION DE LA LIBERTÉ POLITIQUE EN AFRIQUE

Les États-Unis vont continuer d'appuyer les institutions essentielles à la démocratie, à savoir une presse libre, un pouvoir judiciaire indépendant, un système financier sain et des partis politiques

dynamiques. Au cours des deux prochaines années, le renforcement de l'infrastructure électorale tiendra un rang prioritaire puisque, dans de nombreux pays africains, la tenue d'élections devient la source de conflits: il arrive souvent que les perdants contestent les résultats, la question des orientations à formuler cédant alors la place aux accusations de fraude électorale et aux manifestations dans les rues. Nous allons faire porter nos efforts dans deux domaines, en l'occurrence: 1) le renforcement de la capacité des commissions électorales nationales indépendantes qui seront chargées d'organiser des élections libres, loyales et transparentes, à même de gagner la confiance du public; 2) la nécessité d'encourager tous les candidats et tous les partis politiques à mériter le soutien des électeurs en mettant l'accent sur la prestation des services et le débat des questions de fond. Mon engagement auprès des groupes



Photo : USAID/William Creighton, DAI

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) participe à l'action menée auprès des agriculteurs tanzaniens, dont cette famille, pour expliquer la culture et le marché du paprika.

de la société civile et ma volonté de défendre la liberté de la presse vont demeurer la cheville ouvrière de mes efforts visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'avenir s'annonce bien. Au cours des dix dernières années, plus des deux tiers des quarante-huit pays de l'Afrique ont tenu des élections libres. En outre, en 1990, la Freedom House (organisation apolitique sans but lucratif qui a pour mission de faire rayonner la démocratie libérale dans le monde entier) avait classé quatre États d'Afrique subsaharienne dans la catégorie des pays libres, vingt dans celle des pays partiellement libres et vingt-quatre dans celle des pays non libres. En 2006, la tendance était inversée : trente-quatre pays ont été déclarés libres ou partiellement libres, quatorze seulement étant considérés comme non libres. Cette tendance offre un rayon d'espoir pour le continent, puisque trente-quatre des quarante-huit pays qui le composent s'acheminent actuellement vers la liberté.

Pour autant, nous devons nous garder de tenir ces progrès pour acquis. Une tâche essentielle consiste à incarner les valeurs de la liberté dans les institutions africaines transnationales, par exemple le secrétariat du NEPAD et le Mécanisme d'examen par les pairs (Peer Review Mechanism). Si elles se rallient aux principes de l'équité et de la démocratie, les institutions qui lient les pays africains renforceront ces principes parmi les chefs d'État du continent et elles donneront l'exemple

d'une saine gouvernance.

L'édification de la démocratie et la transformation de la société ne découlent pas seulement de la politique ; l'existence d'un système financier efficace, honnête et transparent constitue un atout important à l'appui d'un changement positif. En se servant du Compte du millénaire (MCA) comme d'un levier pour maximiser les ressources importantes, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, que le président Bush a affectées à ce programme d'aide, nous pouvons encourager la réforme, une bonne gouvernance et la reddition de comptes.

L'ÉLARGISSEMENT DES POSSIBILITÉS ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUES

L'Afrique est un continent riche qui vit dans la pauvreté. Au cours des deux années à venir, nous allons nous concentrer tout particulièrement sur les créateurs d'entreprises du continent. Nous sommes convaincus qu'avec leurs talents et leur énergie ils sont capables d'exploiter le potentiel considérable du continent de manière à apporter la prospérité aux populations. Ces hommes d'affaires devront avoir accès aux marchés pour écouler leurs produits et créer les emplois dont l'Afrique a tant besoin. À cet égard, un outil essentiel est la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), promulguée en 2000, laquelle accorde des préférences tarifaires et l'admission aux États-Unis en franchise de douane pour certains produits en provenance de pays d'Afrique subsaharienne qui introduisent des réformes axées sur le marché.

De surcroît, nous encourageons les réformes intérieures qui visent à appuyer les petites et moyennes entreprises, et ce en uniformisant les règles du jeu dans nos institutions économiques mondiales et en faisant de l'assistance au développement un catalyseur de la croissance. Une composante importante de cette aide vise à émanciper les femmes et les filles. L'initiative du président Bush en faveur de l'éducation en Afrique a permis de former plus de 220 000 enseignants dans quinze pays, d'assurer la distribution de plus de 1,8 million de manuels scolaires et d'octroyer environ 85 000 bourses d'études à des filles de trente-huit pays.

La protection de l'environnement ainsi que



©AP Images

Alexandra Zekas (au centre), responsable au Tchad du programme de bourses de l'ambassadeur pour la scolarisation des filles (AGSP), bavarde avec de jeunes Tchadiennes dans leur école. L'AGSP, qui est financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), va octroyer 550 000 bourses d'études à des filles de pays d'Afrique subsaharienne.

l'enseignement des techniques de gestion de l'eau, de la faune et de la flore sauvages, des zones de pêche, des forêts et des autres ressources naturelles représentent deux éléments essentiels à la préservation des ressources de l'Afrique pour le bienfait des générations futures. En Afrique centrale, l'Initiative du partenariat pour les forêts du bassin du Congo rassemble les États-Unis, plusieurs pays africains et des organisations non gouvernementales (ONG), lesquels s'emploient ensemble à créer et à appliquer des programmes de conservation susceptibles de créer des débouchés économiques. Loin de nous limiter à ce programme couronné de succès, nous allons élargir nos efforts.

Cette année, notre enveloppe budgétaire de l'aide à l'Afrique s'élève à 4,1 milliards de dollars, alors qu'elle se chiffrait à 700 millions de dollars en 2001. Cette augmentation au sextuple montre que le gouvernement Bush est prêt à accroître l'aide des États-Unis aux pays qui acceptent en contrepartie de rendre des comptes plus détaillés quant à leur utilisation des fonds. En outre, le président Bush cherche à réformer les institutions économiques mondiales dans le double souci de

combattre la pauvreté et d'encourager le développement économique.

Tant dans le domaine du commerce international que dans celui de l'allègement de la dette, notre politique consiste à créer toujours plus de débouchés pour nos amis africains. Les subventions agricoles à l'exportation rendent les produits agricoles africains moins concurrentiels sur les marchés mondiaux. Nous cherchons à égaliser les chances en éliminant ces subventions qui exercent un effet de distorsion sur les échanges. En 2001, le président Bush a exhorté la Banque mondiale à fournir dorénavant sous forme de dons, et non plus de prêts, la totalité des fonds qu'elle octroie aux pays les plus pauvres afin d'en finir avec le cycle suffocant de l'endettement qui affecte les pays africains de manière disproportionnée. L'initiative qu'il a proposée lors du sommet du G-8 a facilité l'annulation de la totalité de la dette des pays pauvres lourdement endettés. Elle a permis de dégager quelque trente milliards de dollars qui peuvent désormais être investis dans la santé et l'éducation des peuples africains.

COMBATTRE LE VIH/SIDA ET LE PALUDISME

Ce fut pour moi un privilège que d'avoir été choisie par le président Bush pour être ambassadrice des États-Unis en Afrique du Sud. Cette mission m'a toutefois placée au cœur des ravages causés par la pandémie de VIH/sida et mise en contact direct avec les hommes, les femmes et les enfants qui souffrent et qui meurent de cette maladie.

Investie comme je le suis depuis plus de vingt-cinq ans dans la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique, je connais malheureusement les ravages qu'entraîne la pandémie de VIH/sida dans son sillon. Le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le VIH/sida (PEPFAR) offre pour la première fois la possibilité de gagner la guerre livrée à cette maladie mortelle. En 2000, le montant de notre aide à la lutte contre ce fléau oscillait aux alentours de 300 millions de dollars; aujourd'hui, il s'élève à quinze milliards de dollars sur cinq ans, ce qui signifie que les États-Unis versent une aide supérieure à celle fournie par tous les autres pays réunis. Sous l'égide du président Bush, les États-Unis ont mis à la disposition des Africains un système de traitement à grande échelle, transformant ainsi non seulement l'existence de ces populations, mais aussi les systèmes de soins de santé; nous avons en effet facilité la construction de l'infrastructure médicale nécessaire à l'accroissement du nombre des bénéficiaires de traitements, lequel est passé de 50 000 seulement à plus de 550 000 en Afrique subsaharienne en l'espace de deux ans.

Douze des quinze pays visés par le PEPFAR sont situés en Afrique, laquelle est la plus grande bénéficiaire de cette initiative audacieuse. Nous cherchons à prévenir sept millions d'infections, à traiter deux millions de personnes séropositives et à offrir des soins à dix millions d'individus qui sont infectés, ou affectés, par le VIH/sida.

Par ailleurs, l'initiative relative au paludisme que le président a annoncée récemment mobilise la communauté mondiale pour combattre une cause principale de mortalité, surtout chez les enfants africains. Bien que l'on sache la prévenir et la guérir, cette maladie fait chaque année près de 1,2 million de victimes. On estime à 12 milliards de dollars par an le montant des pertes économiques qui y sont imputables et à 1,3 % la tragique perte annuelle enregistrée dans la croissance du PIB des pays où le paludisme sévit de manière endémique. À l'heure actuelle, l'initiative du président cible sept pays africains dans lesquels l'objectif visé est l'éradication de cette maladie. Nous comptons couvrir 175 millions de personnes, dans quinze pays africains,

et ce en accroissant le financement des programmes de prévention et de traitement pour le porter à 1,2 milliard de dollars sur cinq ans. En agissant de concert, c'est-à-dire avec les autres bailleurs de fonds et les gouvernements africains, les entreprises privées, les fondations et les milieux du bénévolat, nous pouvons atteindre notre objectif, à savoir réduire de moitié le nombre des décès dus au paludisme dans chacun des pays visés.

METTRE FIN AUX GUERRES ET COMBATTRE LA VIOLENCE ET LE TERRORISME

Nous appuierons les efforts qui sont déployés en vue de faire œuvre de médiation entre les pays africains en conflit et de renforcer la capacité africaine d'exécuter des opérations de soutien de la paix et de lutte contre le terrorisme. Depuis 2001, quand j'étais directrice en chef de la section Afrique au Conseil national de sécurité, la stratégie du gouvernement a porté ses fruits: elle consiste à œuvrer collectivement avec les principaux médiateurs africains de même qu'à l'échelle multilatérale avec l'Union africaine, l'Organisation des Nations unies et des organisations sous-régionales, telle la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En grande partie grâce à ce partenariat, le Liberia a élu Mme Ellen Johnson-Sirleaf à la présidence: c'est la première femme qui a accédé à la tête d'un pays africain. Elle a remplacé l'un des pires dictateurs du continent, en l'occurrence Charles Taylor, aujourd'hui détenu à La Haye où il doit répondre de crimes de guerre devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Je suis fière du rôle que les diplomates américains et nos «Marines» (fusiliers marins) ont joué dans les événements qui ont mis fin à quatorze années de guerre au Liberia.

Nous allons former 40 000 soldats de la paix africains dans le cadre de l'Initiative présidentielle en faveur des opérations de paix dans le monde (GPOI) et du programme ACOTA (African Contingency Operations and Training Assistance). Notre investissement de 600 millions de dollars sur cinq ans s'accompagnera de dividendes à l'échelle mondiale. Les Africains assument leur part du fardeau de la paix et de la sécurité internationales en fournissant 30 % des forces de maintien de la paix de l'ONU à travers le monde. Quatre pays (l'Éthiopie, le Ghana, le Nigeria et l'Afrique du Sud) comptent parmi les dix pays qui fournissent les plus gros contingents à l'ONU. Un autre programme, à savoir l'Initiative en faveur de la justice et de l'émancipation des femmes, vise à aider les victimes de sévices et de violence sexuelle à recouvrer leur dignité.

Je compte sur deux programmes en particulier, à savoir l'Initiative relative au contre-terrorisme en Afrique de l'Est et l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme, pour fournir des programmes robustes et diversifiés qui priveront les terroristes de lieux de refuge, de bases opérationnelles et de possibilités de recrutement. Nous devons nous employer à faire pièce au désespoir qui nourrit les idéologies extrémistes. Tandis que nous affrontons les menaces particulièrement dangereuses pour les États-Unis que posent le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, nous avons en Afrique des partenaires bien disposés à notre égard, des modèles prêts à intervenir. La misère en Afrique n'a pas créé un terrain propice au recrutement d'adeptes d'une idéologie extrémiste. La renonciation de l'Afrique du Sud aux armes nucléaires a prouvé qu'un pays pouvait rehausser sa position et son influence dans le monde en abandonnant les armes de destruction massive et ses ambitions nucléaires.

En liaison avec nos ambassadeurs et nos ambassades en Afrique, je vais poursuivre les composantes prioritaires de notre politique à l'égard du continent dans les quarante-huit pays d'Afrique subsaharienne. Tandis que nous allons de l'avant, l'importance de nos relations avec les solides réformateurs démocratiques et économiques de l'Afrique (Bénin, Botswana, Ghana, Mali, Mozambique, Sénégal et Tanzanie, entre autres) ainsi qu'avec les puissances les plus influentes du continent, c'est-à-dire le Nigeria et l'Afrique du Sud, va demeurer essentielle. Nous allons investir dans les réussites, et non courir d'une crise à l'autre.

La force de notre partenariat avec l'Afrique repose sur les liens entre les peuples. Les liens culturels que les États-Unis ont noués avec l'Afrique sont intrinsèques : nous partageons un héritage commun. Par le canal de la diplomatie publique et de nos actions envers les jeunes, nous continuons de resserrer ces liens et d'illustrer ceux qui existent entre le bien-être de l'Amérique et le progrès de l'Afrique. Nous dépassons le cadre des échanges classiques entre nos diplomates pour intégrer une diplomatie culturelle à même d'enrichir la compréhension mutuelle et de forger une cause commune entre Américains et Africains. Dans le cadre de notre initiative «AfricAlive», nous avons rallié l'intervention d'éminentes personnalités, dont Angélique Kidjo, Bono, Salif Keita et la grande vedette de basketball Dikembe Mutombo. Par ailleurs, nous avons coparrainé la projection du film sud-africain *Mon nom est Tsotsi*, lauréat d'un oscar, dans le cadre d'une soirée visant à contribuer à la création d'une ère de partenariat.

Je suis convaincue que notre politique à l'égard de l'Afrique portera ses fruits. Jour après jour, des hommes et des femmes dévoués, américains et africains, s'emploient à réaliser cette réussite commune. Armés d'initiatives novatrices et de ressources historiques, ensemble nous ferons avancer la liberté, la paix et la prospérité en Afrique. ■

Pour tout renseignement complémentaire, cliquer sur :

<http://www.state.gov/plafl>

<http://usinfo.state.gov/af/>

Afrique



Photo: USAID/Richard Nyberg

Facoumba Gueye (à gauche), bénévole qui participe à l'initiative en matière de liberté numérique (Digital Freedom Initiative, ou DFI) que parraine l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), explique comment la liberté de l'information peut aider Omar Fall, marchand de vêtements, à maximiser son efficacité et à accroître ses profits. Dans le cadre de la DFI, l'USAID œuvre de concert avec de grandes sociétés des États-Unis en vue de promouvoir la croissance économique dans les pays en développement, notamment en aidant les créateurs d'entreprises et les hommes d'affaires.

La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice (à droite), accueille la ministre sud-africaine des affaires étrangères, Mme Nkosazana-Zuma, au département d'État.



©AP Images



Photo: USAID/Richard Nyberg

Sur l'île sénégalaise de Carabane, éloignée du continent, un projet de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a assuré la formation des techniciens qui ont installé la pompe hydraulique montrée sur la photo et grâce à laquelle les habitants de l'île ont aujourd'hui l'eau potable.

Affiches à Kinshasa, en République démocratique du Congo, en prévision de l'élection présidentielle, la première élection démocratique dans ce pays depuis plus de quarante ans.



©AP Images

Afrique



©AP Images

À Sauri, dans l'ouest du Kenya, une femme qui était en train de défricher la terre pour planter du maïs fait une pause. Sauri est l'un des sites d'une expérience visant à faire reculer la pauvreté et qui est parrainée par des dons privés distribués dans le cadre de l'Earth Institute de l'université Columbia.

Cette jeune femme de 37 ans suit un cours du soir d'alphabétisation à Gaborone (Botswana). L'un des objectifs de l'assistance des États-Unis vise l'émancipation des femmes et des filles.



©AP Images



©AP Images

L'ambassadeur Randall Tobias, directeur de l'aide des États-Unis à l'étranger, applaudit la première dame des États-Unis, Mme Laura Bush, qui prononce un discours sur les ajouts apportés à l'initiative du Président relative au paludisme, en juin 2006 à Washington.

Affaires relatives à l'Asie de l'Est et au Pacifique

Christopher Hill



Département d'État des États-Unis

M. Christopher Hill, secrétaire d'État adjoint, bureau des affaires relatives à l'Asie de l'Est et au Pacifique

Aucune autre région du monde ne recèle autant d'avantages ni de défis potentiels pour les États-Unis que l'Asie de l'Est. Cette région compte certains de nos partenaires les plus fidèles en matière de sécurité et de commerce, une puissance bien établie (le Japon) et une puissance montante (la Chine); en outre, elle jouit d'un dynamisme politique et économique qui fait l'envie des autres régions. L'Asie de l'Est regroupe près du tiers des habitants de la planète; elle assure le quart du PIB mondial et connaît une part disproportionnée de la croissance mondiale; et elle absorbe 26 % de nos exportations, dont 37 % de nos exportations agricoles, - au total, environ 810 milliards de dollars dans ses échanges commerciaux bilatéraux avec les États-Unis. À tous les égards, c'est-à-dire sur le plan géopolitique, militaire, diplomatique, économique et commercial, l'Asie de l'Est occupe une place essentielle du point de vue des intérêts et de la sécurité des États-Unis. En fait, les priorités stratégiques à long terme de la politique étrangère des États-Unis sont très simples. Nous voulons

que le monde soit démocratique, prospère et stable et qu'il vive dans la sécurité et la paix. Notre politique à l'égard de la région Asie de l'Est-Pacifique se fonde sur ces objectifs mondiaux, et nous sommes profondément impliqués dans l'ensemble de la région pour faire avancer ces principes fondamentaux.

DES TENDANCES FAVORABLES

Lors de mes déplacements dans la région au cours de l'année écoulée, j'ai constaté l'existence d'un mouvement dynamique de transformation. Par exemple, depuis janvier 2004, des élections se sont déroulées en bonne et due forme non seulement dans les démocraties établies (Australie, Corée du Sud, Japon, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour et Taïwan), mais aussi dans une Indonésie nouvellement démocratique, le pays musulman le plus peuplé au monde.

En outre, nous avons constaté la progression de la prospérité et des possibilités économiques dans l'ensemble



La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice (quatrième à partir de la gauche, au premier rang), pose avec d'autres participants au 13^e Forum régional de l'ANASE, tenu à Kuala Lumpur (Malaisie) en juillet 2006.

de la région, sous l'effet du développement rapide de la Chine et du redressement financier général qui s'est opéré parmi les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Les économies régionales sont engagées sur la voie d'une plus grande ouverture économique, de l'abaissement des barrières commerciales et de la coopération régionale. Les revenus ont évolué à la hausse et, dans l'ensemble, la pauvreté extrême a reculé. En 2005, plusieurs des économies mondiales à la croissance particulièrement rapide se situaient en Asie de l'Est.

De nos jours, l'Asie de l'Est vit essentiellement en paix. Cette région n'a pas connu un seul conflit militaire important depuis plus de vingt-cinq ans. Nonobstant quelques attaques terroristes, nous avons constaté le rejet généralisé du terrorisme.

À mesure qu'elle fait sentir sa présence tant politique qu'économique, l'Asie de l'Est reflète les caractéristiques d'une région. Nous sommes témoins de l'élargissement de la coopération régionale (au plan politique, économique et culturel) par l'entremise des principales institutions de la région, notamment le Forum de la coopération économique Asie-Pacifique (l'APEC), l'ANASE et le Forum régional de l'ANASE.

LES DÉFIS QUI PERSISTENT

Les tendances favorables qui s'affichent en toile de fond ne doivent pas faire oublier plusieurs menaces qui demeurent. La principale est la situation de la Corée du Nord, où le régime de Pyongyang s'obstine à défier la communauté internationale en cherchant à se doter de l'arme nucléaire. Pour faire face à cette difficulté, nous avons établi un cadre de pourparlers à six en vue d'obtenir le démantèlement permanent, complet et transparent du programme nucléaire de la Corée du Nord.

Nous continuons de suivre de près l'évolution des relations entre les deux rives du Détroit. Nous poursuivons notre politique de la « Chine unique », conformément aux trois communiqués publiés conjointement par les États-Unis et la République populaire de Chine en 1972, en 1979 et en 1982, ainsi qu'à la loi adoptée par le Congrès en 1979 relative aux relations avec Taïwan. Nous ne soutenons pas l'indépendance de Taïwan et nous sommes opposés à la prise de mesures unilatérales, que ce soit par la Chine ou par Taïwan, qui auraient pour effet de modifier le statu quo. Nous exhortons les deux parties à nouer un dialogue direct en vue de régler pacifiquement leurs différends, sans recours à la menace ni à la force et d'une manière



©AP Images

M. Christopher Hill, secrétaire d'État adjoint, et M. Wu Dawei, vice-ministre chinois des affaires étrangères, avant une réunion à l'ambassade de Chine à Tokyo (Japon) en avril 2006.

qui soit acceptable par les populations de part et d'autre du Détroit.

On observe, dans l'ensemble de la région, une prise de conscience croissante de la menace que constitue le terrorisme pour tous les gouvernements et de l'importance de la collaboration, qui est la meilleure arme dont nous disposons pour le combattre. De surcroît, nous continuons de rechercher des moyens d'aider les États de la région qui ont la responsabilité souveraine d'assurer la sécurité du détroit de Malacca, route commerciale vitale, à renforcer leurs capacités d'application du droit maritime et à coopérer.

Enfin, nous devons œuvrer avec nos alliés et amis de la région en vue de promouvoir la réconciliation nationale et la démocratie en Birmanie. Le fait que ce pays continue de se tenir à l'écart de la communauté internationale pose un problème de plus en plus inquiétant pour la région, et en particulier pour l'ANASE.

LA DIPLOMATIE TRANSFORMATIONNELLE

Afin de rendre notre diplomatie plus efficace, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a entrepris de remanier le fonctionnement du département d'État. Elle donne de cette « diplomatie transformationnelle » la définition suivante: il s'agit, explique-t-elle, « d'œuvrer avec nos nombreux partenaires du monde entier de manière à édifier et à soutenir les États démocratiques et bien gouvernés qui savent répondre aux besoins de leur

peuple et se comporter de manière responsable dans le système international ». Un vigoureux programme de diplomatie publique est à cet égard une composante essentielle de ce programme – il doit promouvoir les intérêts et la sécurité nationale des États-Unis en cherchant à comprendre, à informer et à influencer les publics étrangers aussi bien qu'en élargissant le dialogue entre les citoyens et les institutions des États-Unis d'une part, et leurs homologues à l'étranger d'autre part.

UN ENGAGEMENT BILATÉRAL

Lorsque l'on considère les tâches incarnées dans l'objectif de la diplomatie transformationnelle - à savoir le rayonnement de la démocratie, la bonne gouvernance et la responsabilité dans le système international -, aucun élément n'offre un potentiel plus important de difficultés et de récompenses que les relations avec la Chine.

Le degré auquel nous pourrions réaliser notre vision stratégique à long terme à l'égard de l'Asie de l'Est dépendra dans une grande mesure du rôle qu'exercera la Chine en tant que puissance régionale et mondiale montante. Les États-Unis se réjouissent à la perspective d'une Chine confiante, pacifique et prospère. Nous voulons voir ce pays devenir un membre responsable de la communauté internationale, et c'est à cette fin que nous œuvrons.

Comme la Chine, l'Asie du Sud-Est connaît des mutations rapides, et de nombreux pays de la région progressent sur la voie du développement économique et de la prospérité. L'Asie du Sud-Est offre un terrain fertile à notre diplomatie transformationnelle à l'appui des réformes qui sont entreprises par les peuples de la région et qui sont propres à promouvoir la démocratie et une bonne gestion des affaires publiques, à encourager un développement économique généralisé et durable, à renforcer ses sociétés et à en faire des partenaires plus robustes.

Un bon exemple est celui de l'Indonésie, qui a secoué le joug de plus de trente années d'un régime autoritaire et qui est devenue la troisième démocratie au monde par la taille. En 2004, M. Susilo Bambang Yudhoyono a été le premier président d'Indonésie à être élu au suffrage direct. Il a mis en route un ambitieux programme de réformes et il s'emploie à combattre la corruption et à renforcer les jeunes institutions démocratiques du pays tout en créant les conditions propices à une croissance économique durable, élément essentiel du développement et de la stabilité de l'Indonésie.

Ces dernières années, nous avons consacré du temps,



©AP Images

Des anciens combattants sud-coréens manifestent leur soutien au renforcement de l'alliance américano-sud-coréenne, en août 2006.

des efforts et des ressources considérables pour appuyer les efforts du Cambodge et du Viêt-Nam visant à s'intégrer pleinement aux institutions régionales et à l'économie mondiale ainsi qu'à instituer des réformes susceptibles d'améliorer l'existence de leurs peuples. La réunion des dirigeants de l'APEC, qui aura lieu au Viêt-Nam en novembre 2006, fera ressortir la montée du Viêt-Nam en tant que puissance régionale dynamique ainsi que le caractère de plus en plus chaleureux de nos relations bilatérales. Nous avons en outre entamé des négociations sur un accord de libre-échange avec la Malaisie pour resserrer nos liens avec ce pays, qui est déjà notre dixième partenaire commercial sur le plan du volume des échanges.

UN ENGAGEMENT RÉGIONAL

L'une des tendances favorables qui s'observe dans la région Asie-Pacifique concerne l'intensification de la coopération régionale, laquelle passe notamment par le développement d'organisations régionales. Nous sommes en train d'élargir nos relations avec ces organisations afin de discuter de dossiers d'intérêt commun qui sont plus faciles à traiter dans un contexte multilatéral.

Nous sommes profondément impliqués dans le Forum de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), lequel regroupe vingt et une économies bordées par l'océan Pacifique et qui œuvrent dans un souci de coopération au renforcement de la sécurité et de la prospérité dans la région. Pour les États-Unis, l'APEC est une institution capitale dans le contexte de la libéralisation du commerce et des investissements ainsi qu'en matière du traitement des dossiers qui exigent une coopération multilatérale, par exemple la prévention

d'une pandémie de grippe aviaire ou la sécurisation des échanges dans la région.

Les États-Unis participent avec enthousiasme au Forum régional de l'ANASE - la seule institution largement inclusive de la région qui se consacre aux questions de sécurité - et nous avons entamé des discussions avec les gouvernements qui en sont membres au sujet de la création d'un partenariat renforcé, lequel portera sur une nouvelle coopération dans le domaine des dossiers politiques et de sécurité aussi bien que dans les affaires économiques et socio-culturelles.

Nous appuyons activement les programmes de la région du Pacifique, principalement par le biais d'organisations régionales, tels le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et le Forum des îles du Pacifique, en apportant un soutien économique, technique et en faveur du développement aux vingt-deux pays et territoires de la région.

Nous continuerons de suivre de près le sommet de l'Asie de l'Est de façon à mieux comprendre sa relation d'une part vis-à-vis des forums de la région auxquels nous apportons activement notre appui et auxquels nous participons et, d'autre part, vis-à-vis de nos objectifs dans la région.

LE RENFORCEMENT DES ALLIANCES ET DES PARTENARIATS

Face aux menaces qui compromettent la paix et la sécurité régionales, le président Bush a insisté sur le renforcement et la revitalisation des alliances. Les liens que nous avons tissés avec nos cinq principaux alliés et un partenaire clé de la région se sont considérablement améliorés depuis 2001, mais la poursuite de ces progrès est une tâche difficile qui retiendra encore notre attention pendant les années à venir.

Les États-Unis et l'Australie sont deux alliés proches qui travaillent ensemble depuis longtemps, et nos relations n'ont jamais été aussi bonnes. L'Australie se tient à nos côtés en Afghanistan et en Irak : elle y a déployé des contingents et elle joue un rôle important dans la reconstruction. Nous partageons son attachement à la lutte contre le terrorisme, contre la traite des personnes et contre la prolifération des armes, entre autres.

Le président Bush a qualifié le Japon de « force pour la paix et la stabilité dans la région, de membre estimé de la communauté mondiale et d'allié fidèle des États-Unis ». Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec ce pays et nous nous emploierons à faire progresser nos relations vers un partenariat d'une plus grande

maturité, un partenariat dans lequel le Japon tiendra une place de plus en plus efficace dans la promotion de nos intérêts communs à l'échelon tant régional que mondial.

La question de la sécurité n'est désormais plus la seule base de notre relation avec la Corée du Sud, puisque cette dernière commence à jouer sur la scène mondiale un rôle politique conforme à sa stature économique. La Corée du Sud est au troisième rang des pays qui fournissent des contingents à l'appui des opérations internationales en Irak, et nous avons décidé d'entamer des négociations visant à aboutir à la conclusion d'un accord de libre-échange qui fera de la Corée du Sud notre troisième partenaire commercial, après le Canada et le Mexique.

La Thaïlande et les Philippines sont deux de nos grands alliés non membres de l'OTAN ainsi que des partenaires importants dans la guerre contre le terrorisme. La Thaïlande a fourni des soldats à l'appui des efforts de la coalition en Afghanistan et en Irak, et c'est un autre pays avec lequel nous avons engagé des pourparlers au sujet d'un accord de libre-échange. Les forces armées des États-Unis et des Philippines travaillent en étroite coopération, et nous sommes engagés dans un programme multiannuel et financé conjointement, qui vise à moderniser la structure de défense des Philippines.

Les arrangements que nous avons conclus avec Singapour, non partie à un traité d'alliance avec notre pays, mais un partenaire dont nous sommes de plus en plus proches, nous donnent accès à des installations portuaires et aéroportuaires de haute qualité, stratégiquement situées le long des grandes voies de transport. Singapour joue un rôle actif dans les efforts régionaux qui visent à protéger les axes maritimes vitaux dans le détroit de Malacca et le détroit de Singapour.

CONCLUSION

Dans l'ensemble de la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, nous progressons sur la voie de la réalisation de nos objectifs, lesquels consistent à renforcer la stabilité, la sécurité et la paix ainsi qu'à multiplier les occasions de faire rayonner la démocratie et la prospérité.

Mes déplacements dans la région me portent à l'optimisme et ils m'amènent à croire que, malgré quelques obstacles difficiles, nous pourrions faire fond dans les années à venir sur les tendances favorables dont je viens de tracer les grandes lignes. ■

Asie de l'Est et Pacifique

La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, s'entretient avec des enseignants d'une école islamique de Djakarta, en Indonésie. Sa visite dans le pays musulman le plus peuplé au monde témoigne de l'appui des États-Unis au combat de l'Indonésie contre le terrorisme et à sa démocratie naissante.



©AP Images



Ce robot humanoïde miniature, le HRP-2m Choromet, a été mis au point au Japon par l'AIST (National Institute of Advanced Science and Technology) en collaboration avec quatre autres sociétés à Tokyo.

©AP Images

Après un massif glissement de terrain survenu en février 2006 dans la province de Leyte, aux Philippines, des bénévoles de la Croix-Rouge déchargent des boîtes contenant des fournitures de secours qui ont été offertes par le gouvernement des États-Unis.



©AP Images

Asie de l'Est et Pacifique

Des enfants vont à l'école en bus, des matériaux de construction et du poisson arrivent sur les marchés, et des secours sont acheminés par World Vision (ci-contre) et d'autres organisations le long de cette autoroute, composante clé de l'œuvre de reconstruction entreprise par le gouvernement des États-Unis à la suite du tsunami qui a frappé Aceh (Indonésie).



Membre d'une mission humanitaire du bateau-hôpital USNS Mercy, un dentiste militaire américain observe l'extraction d'une dent faite par un collègue philippin à Isabella (Philippines).

Le métro de Séoul, en République de Corée, est l'un des plus fréquentés au monde. Il assure plus de huit millions de déplacements, chaque jour, sur ses neuf lignes.



Affaires européennes et eurasiatiques

Daniel Fried



Département d'État des États-Unis

Daniel Fried, secrétaire d'État adjoint, bureau des affaires européennes et eurasiatiques

La trentaine d'années ou presque que j'ai passées dans le Foreign Service (Service diplomatique), à l'étranger comme aux États-Unis, m'ont appris que le partenariat de l'Amérique avec l'Europe, ancré dans un socle commun de principes démocratiques, demeure au centre de la politique étrangère des États-Unis. Ensemble, les États-Unis et l'Europe veillèrent à mobiliser leurs valeurs pour se défendre pendant la guerre froide, dont ils finirent par sortir vainqueurs, et pour construire ensuite, après la chute du mur de Berlin, une Europe unie, libre et en paix, aidant ainsi l'ensemble des populations européennes à s'engager dans la voie de la liberté. Je l'ai constaté lors de mes missions en Union soviétique, en Yougoslavie et en Pologne pendant les années intenses de la transition démocratique qui s'opérait en Europe. Nos valeurs communes - et le fait de savoir, comme il nous a coûté de l'apprendre, que la liberté, la sécurité et la prospérité au sein de la communauté euro-atlantique dépendent de leur rayonnement à travers le monde -, sont le moteur de notre volonté mutuelle de promouvoir la démocratie et la liberté, d'apporter la paix aux régions en conflit et d'encourager la prospérité mondiale.

Comme dans tout partenariat à long terme, l'Europe et les États-Unis sont parfois en désaccord, mais leurs divergences sont secondaires face aux valeurs et aux intérêts communs qui les lient. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) demeure notre principale alliance pour la sécurité, et un grand nombre de nos partenariats multilatéraux les plus robustes mettent en jeu des organisations ancrées dans l'Europe : l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Nos valeurs communes garantissent que le partenariat entre l'Europe et les États-Unis persistera tout en continuant à évoluer pour relever de nouveaux défis. Un bon nombre des grandes questions internationales du *xx^e* siècle portaient essentiellement sur l'organisation politique et économique de l'Europe, mais le monde de l'après-11 septembre nous amène à nous interroger sur les obstacles à la survie et au rayonnement de la liberté dans une grande partie du monde.

C'est pour cette raison que les partenaires euro-atlantiques œuvrent de concert dans les points chauds de la planète.



MM. Jaap de Hoop Scheffer (à droite) et Zurab Nogaideli, respectivement secrétaire général de l'OTAN et premier ministre de la Géorgie, lors d'une conférence de presse au siège de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), en juillet 2006.

LE GRAND MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

Pendant trop longtemps, les démocraties du monde ont accepté un statu quo non démocratique dans le Grand Moyen-Orient. Nous recherchions la stabilité, mais l'autoritarisme et les dysfonctionnements ont créé un terrain propice tant à l'incubation et à la diffusion d'une idéologie hostile à la démocratie qu'à l'exacerbation de l'instabilité dans le monde. Nos intérêts à long terme dans cette région sont liés à la marche de la liberté et de la justice ainsi qu'à la propagation d'économies de marché viables dans cette partie du monde. Nous devons faire preuve de réalisme quant aux difficultés à court terme, mais nous montrer audacieux dans nos objectifs à moyen et à long termes.

L'Europe et l'Amérique partagent la vision d'un Moyen-Orient démocratique. Ensemble, nous avons mis en route des initiatives visant à renforcer les réformateurs de cette région. Le Forum de l'avenir rassemble des représentants du gouvernement et des milieux non gouvernementaux issus de pays du Grand Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ainsi que des pays du Groupe des Huit (les chefs de file du monde de la finance et de l'industrie). Deux nouvelles institutions établies sous les auspices de ce forum s'emploient à consolider les organes de la société civile qui forment le socle de la démocratie et de la prospérité. Comme l'a fait remarquer la secrétaire d'État, Mme Rice, la Fondation pour l'avenir « attend des réformateurs autochtones qu'ils mettent leurs idées et leurs idéaux au service du développement

des organisations à l'échelon local qui appuient le rayonnement de la démocratie. La Fondation s'engage à octroyer des dons destinés à cimenter l'État de droit, à protéger les libertés civiles élémentaires et à assurer l'élargissement des possibilités dans le domaine de la santé et de l'éducation. » À la Fondation s'associe un Fonds pour l'avenir qui vise à stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Avec les apports de fonds initiaux de l'Égypte, du Maroc, du Danemark et des États-Unis, le Fonds fournit aux petites et moyennes entreprises prometteuses le capital dont elles ont besoin pour créer des emplois et stimuler la croissance économique. Il est

le reflet, ajoute Mme Rice, « du nouveau consensus international selon lequel l'intensification des réformes démocratiques et économiques revêt un caractère essentiel pour cette région ».

Les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'Organisation des Nations unies sont déterminés à trouver une solution au conflit israélo-palestinien qui repose sur l'existence de deux États. Nous faisons pression sur les dirigeants palestiniens pour les amener à agir avec fermeté contre le terrorisme, à reconnaître à Israël le droit d'exister et à édifier une démocratie viable qui soit fondée sur la tolérance et la liberté. Nous encourageons Israël à faire sa part d'efforts pour aider les Palestiniens à établir un État ancré dans la démocratie et la primauté du droit, et capable de vivre dans la paix et la sécurité avec Israël.

Le partenariat américano-européen apporte un soutien critique à la transformation rapide et historique de l'Afghanistan, pays qui continue de subir la pression des terroristes. Au fur et à mesure de leur accroissement dans cette région, les effectifs de l'OTAN apportent la sécurité et la possibilité du développement à une population qui souffre depuis longtemps. La première étape de la coopération entre les États-Unis et l'Union européenne dans le contexte de la guerre livrée au terrorisme consiste à donner à l'Afghanistan, naguère le fief d'Al-Qaïda, la possibilité de construire une nation démocratique et prospère, en paix avec elle-même et ses voisins.

Les États-Unis œuvrent en étroite collaboration avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour convaincre le régime iranien de coopérer avec la



©AP Images

Dans le cadre du programme d'élimination des bombardiers lourds, que l'on doit à une initiative du Congrès, l'Ukraine a touché plus de 650 millions de dollars pour détruire son arsenal nucléaire stratégique, conformément au traité START I et au Traité sur les forces classiques en Europe. Le bombardier Tu-22MS Backfire ci-contre est en cours de démantèlement.

dans le monde entier. Nous sommes résolu à aider les Ukrainiens, les Géorgiens et les populations situées le long des « Frontières de la liberté » à consolider leurs acquis démocratiques. En Biélorussie, où le régime illégitime de Loukachenko a supprimé la liberté d'expression et pris des mesures sévères contre ceux qui aspirent à la démocratie, les États-Unis ont agi de manière solidaire avec l'Union européenne en appliquant des pressions soigneusement calculées ; des interdictions de séjour et des sanctions financières ciblent la clique qui aide Loukachenko à conserver la dernière dictature de l'Europe. Nous continuons à tendre la main au peuple de Biélorussie.

communauté internationale et de renoncer à mettre au point des armes nucléaires. Comme un Iran plus démocratique se révélera un partenaire plus sérieux et plus responsable dans la région et le monde, les États-Unis et l'Europe sont résolus à tendre la main au peuple iranien et à la société iranienne.

L'Europe et les États-Unis soutiennent le nouveau gouvernement démocratiquement élu de l'Irak ainsi que ses efforts visant à apporter la sécurité, la prospérité et une démocratie durable au peuple irakien. Les divergences de vues entre les États-Unis et certains pays européens au sujet de la décision de chasser Saddam Hussein du pouvoir appartiennent au passé. Le succès en Irak répond à notre intérêt commun et il ouvrira la voie au progrès de la liberté au cœur du Moyen-Orient.

Les États-Unis et l'Europe s'emploient de manière urgente à faire cesser les combats et à créer les conditions propices à un règlement durable entre Israël et le Liban, ce qui signifie que le Hezbollah ne doit plus être en mesure d'attaquer Israël quand l'envie lui en prend. Nous voulons voir un Liban pleinement souverain, à l'abri de la domination étrangère et des forces étrangères, en paix avec Israël et capable de vivre dans la sécurité.

LES JEUNES DÉMOCRATIES

Les États-Unis et l'Europe s'efforcent ensemble d'appuyer la démocratie, jeune et encore vulnérable, en Ukraine et en Géorgie. La Révolution orange et la Révolution rose ont inspiré les peuples épris de liberté

Les États-Unis et l'Europe appuient l'évolution de la Russie vers une démocratie dynamique et orientée sur le marché, et ils cherchent à approfondir un partenariat à même de promouvoir la sécurité, la paix et la prospérité mondiales. En coopération avec la Russie, nous poursuivons des intérêts communs, dont la non-prolifération, l'éradication du terrorisme et la promotion de la santé. Ceci dit, nous sommes préoccupés par les tendances inquiétantes de l'évolution de la démocratie en Russie et par le comportement de cette dernière envers certains de ses voisins, notamment en ce qui concerne certains aspects de la façon dont elle utilise ses ressources énergétiques.

Les États-Unis et l'Europe unissent leurs efforts en vue de régler le dernier dossier majeur dans la région, à savoir le statut définitif du Kosovo. À cet égard, nous sommes prêts à tendre la main à tous les pays de la région, en particulier la Serbie, et à les intégrer aux institutions euro-atlantiques.

Les États-Unis et leurs alliés européens œuvrent de concert à la conclusion d'un accord de paix définitif dans le sud du Soudan. Nous sommes déterminés à mettre fin aux tueries au Darfour et nous travaillons avec l'ONU, l'OTAN, l'Union européenne et l'Union africaine dans un souci d'urgence pour faire cesser la violence.

LA SÉCURITÉ ET LA PAIX

Les États-Unis et l'Europe font ensemble des efforts visant à faire profiter le reste du monde de la paix que la



©AP Images

L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), d'une longueur de 1 600 kilomètres et d'un coût de 4 milliards de dollars, en cours de construction quand la photo a été prise, en février 2005, est entré officiellement en service en mai 2005. Il relie l'Azerbaïdjan à la côte méditerranéenne de la Turquie en passant par la Géorgie. Les États-Unis ont appuyé le partenariat public-privé responsable de la construction de cet oléoduc en vue d'aider la région à rehausser son indépendance économique.

communauté transatlantique connaît depuis des décennies.

L'OTAN est la principale alliance des États-Unis, le lien stratégique entre l'Amérique du Nord et l'Europe, ainsi que le principal élément de la sécurité de la communauté transatlantique démocratique. Ensemble, l'Europe, le Canada et les États-Unis transforment l'OTAN pour qu'elle puisse faire face aux défis du XXI^e siècle. Au début de l'année 1994, l'OTAN était une alliance militaire qui regroupait seize pays, et son objectif était de contrer une Union soviétique qui n'existait plus; elle n'avait jamais mené d'opérations militaires. En 2004, l'OTAN comptait vingt-six membres et trente et un partenaires répartis en Eurasie, dans la Méditerranée et le golfe Persique. Elle exécutait huit opérations militaires simultanées, des Balkans à l'Afghanistan, et ses missions couvraient un éventail allant de l'aide humanitaire aux opérations de stabilisation. L'OTAN est une alliance qui agit.

Jour après jour, nous œuvrons avec nos partenaires européens en vue de renforcer notre action antiterroriste et d'aider d'autres pays à améliorer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme. Notre coopération recouvre l'échange d'informations et de renseignements, le démantèlement de cellules terroristes, les actions visant à contrecarrer la logistique des terroristes et la lutte contre le blanchiment de fonds.

Le danger le plus grave auquel l'Europe et les États-Unis doivent faire face est la perspective de la détention d'armes de destruction massive par les terroristes et ceux qui les parrainent. Dans le cadre de l'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP), les États-Unis et l'Europe s'associent à d'autres pays pour prendre des mesures efficaces d'interdiction du transfert ou du transport d'armes de destruction massive, de leurs systèmes de vecteurs et de matières connexes.

Les États-Unis et l'Europe ne cessent de rehausser la coopération de leurs forces de l'ordre. Nous cherchons ensemble à combattre la criminalité organisée, y compris la traite des personnes, le trafic de stupéfiants et les crimes financiers.

Les États-Unis et l'Europe font progresser la prospérité mondiale par le biais de leur attachement à l'ouverture des marchés, à la stabilité et à la fiabilité du système financier et à l'intégration de l'économie mondiale. Que ce soit dans le cadre des négociations du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce visant à réduire les barrières commerciales ou des initiatives proposées conjointement par les États-Unis et l'Union européenne en vue d'améliorer l'efficacité économique, l'Amérique et l'Europe tentent de créer de nouvelles possibilités à l'intention de leurs populations et d'autres encore, de faire reculer la pauvreté et de faire naître l'espoir, la dignité et le progrès parmi des centaines de millions d'habitants de la planète.

Les États-Unis sont le principal partenaire de l'Union européenne sur le plan commercial et des investissements, et vice-versa. Ensemble, leurs économies représentent plus de la moitié du PIB mondial et le tiers du commerce mondial; leurs ventes commerciales annuelles se chiffrent à près de 2,5 billions de dollars, et ces deux partenaires font travailler entre douze et quatorze millions de personnes de part et d'autre de l'Atlantique, selon les estimations.

Les États-Unis et l'Europe s'emploient à formuler une stratégie d'engagement international visant à prévenir la propagation de la grippe aviaire. Cette stratégie met l'accent sur la préparation, la prévention et le confinement. Les Américains et les Européens

accordent la plus haute priorité à la lutte contre le VIH et le sida non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi parce que ce virus menace la prospérité, la stabilité et le développement à travers le monde. Depuis 1986, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a affecté près de six milliards de dollars, soit plus que toute autre organisation publique ou privée, pour lutter contre ce virus dans près d'une centaine de pays.

Les États-Unis et leurs partenaires européens travaillent en étroite collaboration sur le dossier de la sécurité énergétique. En matière de principes et d'objectifs, nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de diversifier nos fournisseurs et nos sources d'énergie, d'assurer aux investisseurs un climat transparent et ouvert, de développer de nouvelles technologies et de promouvoir une consommation énergétique à bon rendement.

La découverte, le captage et la consommation de l'énergie sont indissociables de la gestion responsable de l'environnement naturel. Lors de la réunion au sommet entre les États-Unis et l'Union européenne qui s'est tenue à Vienne en 2006, les deux parties sont convenues de s'attaquer ensemble aux problèmes posés par le changement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution de l'air.

CONCLUSION

Jamais encore l'Europe et les États-Unis n'ont œuvré aussi étroitement ni aussi efficacement. Quoi qu'en disent les sceptiques qui avancent des théories sur la divergence de nos intérêts, la dérive stratégique, voire le début d'une rivalité, le fait est que ces théories partent à vau-l'eau devant la réalité de notre étroite coopération sur le plan de nos orientations, coopération qui est fondée sur une vision, des valeurs et des objectifs communs. L'Europe et les États-Unis sont des alliés qui agissent et qui sont déterminés à rendre le monde plus libre, plus sûr et plus prospère. ■

Pour de plus amples informations, cliquer sur :

<http://www.state.gov/pleur>

<http://usinfo.state.gov/eur>

Europe et Eurasie



©AP Images

Le président des États-Unis, George W. Bush, et la chancelière de la République fédérale d'Allemagne, Angela Merkel, saluent la foule à l'arrivée de l'hôte de la Maison-Blanche à Stralsund (Allemagne), en juillet 2006.

Le premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, rend visite aux soldats britanniques déployés à la base logistique Shaibah située à Bassora (Irak), lors de son quatrième déplacement dans ce pays, en décembre 2005.



©AP Images



©AP Images

Des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) regardent un membre d'une commission électorale donner des explications à un Albanais dans un bureau de vote de Skopje, la capitale de la Macédoine, lors d'élections législatives tenues en juillet 2006.

Europe et Eurasie



Les participants au sommet du G-8 de juillet 2006 posent pour la photo officielle en face du Palais Constantin de Saint-Pétersbourg, en Russie.

©AP Images

La secrétaire d'État des États-Unis, Mme Condoleezza Rice, s'adresse à la presse à l'issue d'une conférence des ministres des affaires étrangères de l'OTAN au Palais national de la culture à Sofia (Bulgarie), en avril 2006.



©AP Images



©AP Images

La sous-secrétaire d'État américaine à la diplomatie publique et aux affaires publiques, Mme Karen Hughes, bavarde avec des enfants turcs auxquels elle est venue apporter des livres sur les États-Unis lors d'une visite à une fondation éducative d'Istanbul (Turquie), en septembre 2005.

Affaires proche-orientales

C. David Welch



Département d'État des États-Unis

C. David Welch, secrétaire d'État adjoint, bureau des affaires proche-orientales

Les compétences du bureau des affaires proche-orientales du département d'État s'étendent sur une vaste région qui va du Maroc sur la côte Atlantique aux frontières orientales de l'Iran. Nous jouons un rôle important au sein de l'administration, mais nous travaillons avec des effectifs et des ressources étonnamment modestes. Les 19 pays de notre région comprennent aussi bien de petits États que de vastes nations très peuplées aux civilisations anciennes telles que l'Égypte et l'Iran. La région possède les deux tiers des réserves prouvées d'hydrocarbures du globe et elle est le berceau des trois grandes religions monothéistes. C'est la terre de Jérusalem et de la Mecque, de Bethléem et de Babylone, des guerres saintes et des saints hommes. C'est là que naquit la civilisation et que l'alphabet fut inventé, que la lumière de la civilisation classique continua de briller alors qu'elle vacillait en Europe durant le Moyen Âge. C'est pour l'Amérique la région la plus instable et celle où se posent les problèmes de politique étrangère les plus épineux.

J'ai eu la chance extraordinaire durant une période appréciable de ma vie active de vivre et de travailler dans cette région fascinante, frustrante, intense et d'une grande

beauté. Mes enfants, mon épouse Gretchen et nombre de mes amis et collègues partagent avec moi cet intérêt et ce respect puissants et profonds pour cette partie du monde. Le Moyen-Orient peut inspirer par les promesses dont il est porteur et décevoir par ses tragédies, mais il ne peut en aucun cas être oublié. Depuis la beauté naturelle du Wadi Rum, l'immensité du Quartier vide de l'Arabie saoudite et les cèdres légendaires du Liban, jusqu'aux curieux marchés du vieux Caire, en passant par Alep la fière et Ispahan, et jusqu'à Dubaï en plein boom économique sur la côte du Golfe, le Proche-Orient offre le spectacle d'un environnement physique d'une étonnante splendeur. Et cela est encore dépassé par la mosaïque en pleine croissance de plus de 350 millions d'habitants remuants et d'une grande diversité, qui ne sont pas tellement différents de nous : ils cherchent, eux aussi, à vivre une vie digne, à l'abri de la crainte, avec aussi l'espoir d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Je connais un grand nombre d'entre eux, de mes collègues et amis de longue date.

DÉFIS PROFONDS ET PERSISTANTS

Les défis que les États-Unis ont à relever au Moyen-Orient sont profonds et persistants. Nous cherchons à promouvoir la coopération dans la lutte contre le terrorisme mondial, et nous nous attachons à prévenir les attaques qui nous visent, nous et nos amis, à soutenir les aspirations à la dignité humaine et à la réforme, et à œuvrer pour établir une paix durable pour Israël, les Palestiniens et leurs voisins.

Tous nos objectifs politiques reposent sur deux piliers. Le premier est la promotion de la liberté, de la justice et de la dignité humaine, l'objectif de ces efforts étant l'élimination de la tyrannie, l'instauration de démocraties efficaces et l'expansion de la prospérité par un commerce libre et équitable et par de sages politiques de développement. Le second pilier de notre stratégie mondiale consiste à œuvrer avec une communauté croissante de démocraties pour relever les défis de notre époque, qui vont des risques de pandémies à la prolifération des armes de destruction massive, en passant par le terrorisme, la traite des êtres humains et les catastrophes naturelles, et qui transcendent les



La sous-secrétaire d'État américaine à la diplomatie publique et aux affaires publiques, Mme Karen Hughes, montre un livre sur le football à de jeunes Marocains lors des cérémonies marquant l'ouverture du deuxième « American Corner » du Maroc, centre culturel avec cybercafé et bibliothèque, à Daoudiate, un quartier de Marrakech.

frontières nationales et régionales.

Dans nos efforts visant à apporter des changements qui se traduiront par une amélioration des conditions de vie des habitants de la région, nous collaborons étroitement avec les pouvoirs publics, la société civile et d'autres parties intéressées pour traiter un large éventail

de dossiers prioritaires. Nous respectons profondément l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite et nous nous efforçons d'entretenir des relations importantes et profondément ancrées avec ces pays. Nous nous félicitons de leurs mesures de réformes et nous les encourageons à poursuivre sur cette voie. Nous soutenons et encourageons leurs efforts de lutte contre l'idéologie extrémiste et de promotion de la modération et de la tolérance. Nous apprécions les travaux constructifs qu'ils mènent sur de multiples fronts, tels que la coopération



Le consul général des États-Unis à Jérusalem, M. Jacob Walles, (au centre) lors d'une visite d'un entrepôt de Ramallah en mai 2006. On le voit ici devant des colis de fournitures diverses offertes par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au peuple palestinien.



Le secrétaire d'État adjoint David Welch lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion avec le premier ministre du Liban à Beyrouth en janvier 2006.

régionale, le plaidoyer en faveur de la fin des conflits régionaux et la lutte contre le terrorisme.

Nous œuvrons aux côtés des Irakiens pour assurer l'instauration d'un Irak uni, stable et démocratique. Le processus d'élaboration d'un système politique qui produira un gouvernement d'unité nationale fort reflétant les besoins et les intérêts de toute la population est un effort irakien, mais auquel nous apportons notre soutien sincère et résolu.

Nous continuons d'œuvrer en vue de la réalisation de la vision du Président qui est celle d'une solution à deux États où Israéliens et Palestiniens vivent dans la paix, la stabilité, la prospérité et la dignité. Beaucoup trop de vies ont été perdues des deux côtés du fait de la violence et d'actes de terrorisme. Si nous reconnaissons et respectons pleinement le processus politique qui a porté le Hamas au pouvoir, ce mouvement suscite chez nous, depuis longtemps, des préoccupations graves. Tout gouvernement palestinien qui encourage ou tolère le terrorisme envers des innocents accroît non seulement la violence envers les Israéliens, mais porte aussi gravement atteinte aux intérêts du peuple palestinien et entraîne le maintien de son isolement. Les États-Unis refusent tout contact avec un tel gouvernement et ils œuvrent avec de nombreux autres États de la région et du monde pour

exiger qu'il renonce à appuyer la terreur, qu'il reconnaisse à Israël le droit d'exister et qu'il se conforme aux accords conclus précédemment.

Nous suivons attentivement le défi lancé par l'Iran à la communauté internationale. Le régime de Téhéran se moque régulièrement des normes internationales et de ses responsabilités envers l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), soutient la violence et le terrorisme en Irak, au Liban et de par le monde, et refuse de traduire en justice les membres importants d'al-Qaïda qu'il a détenus en 2003. Il continue d'accorder au Hezbollah libanais et aux groupes terroristes palestiniens d'importantes ressources financières, des programmes de formation et des armes. Comme le président Bush et la secrétaire d'État Rice l'ont déclaré sans équivoque, l'Amérique se tient aux côtés du peuple iranien qui souffre de la répression et des carences de la gestion économique du régime actuel. Nous cherchons à compter un jour le peuple iranien parmi nos excellents amis.

DÉMOCRATIE ET RÉFORME

Nous continuons d'appuyer les progrès accomplis sur la voie de la démocratie et de la réforme dans laquelle s'est engagé le gouvernement du Liban. Ce pays a fait beaucoup au cours de l'année écoulée : les Libanais ont contraint les troupes syriennes à se retirer et ils ont tenu des élections libres et régulières. Après une guerre destructrice provoquée par le Hezbollah, la résolution 1701 du Conseil de sécurité a défini un cadre fondamental pour l'apport d'un soutien au peuple libanais qui s'emploie à réaffirmer son indépendance, à renforcer sa démocratie, à rétablir la souveraineté de son gouvernement et le contrôle de ses forces armées sur le territoire national, et à agir pour répondre au désir national de dignité, de vérité et de justice.

Nous nous attachons à exprimer notre solidarité avec le peuple syrien. Ses aspirations à une vie meilleure et digne sont foulées aux pieds par un régime atavique qui tient sous sa férule la société civile syrienne, cherche à intimider les Libanais, ne contrôle pas sa frontière avec l'Irak et soutient les groupes terroristes palestiniens et le Hezbollah. Nous continuons d'insister sur l'importance capitale du respect par le gouvernement syrien des résolutions 1644, 1636, 1559, 1595 et 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies ; nous sommes déterminés à voir la Syrie mettre fin à son soutien à l'agression armée du Hezbollah au Liban et traduire en justice les responsables de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri.

En Arabie saoudite, le partenariat forgé par le roi Abdulaziz et le président Roosevelt en février 1945 a été maintenu par une succession de monarques et de présidents. L'Arabie saoudite est le cœur symbolique du monde musulman, le berceau de l'islam où se trouvent deux de ses villes les plus saintes. Nous attendons du Royaume qu'il joue un rôle clé de propagation d'une forme modérée de l'islam ainsi que d'élargissement de la participation des citoyens, de multiplication des possibilités ouvertes aux femmes et de promotion d'un secteur économique privé dynamique.

L'Afrique du Nord, région avec laquelle les États-Unis entretiennent des relations depuis leur indépendance, voit s'accroître son importance dans les intérêts régionaux et stratégiques américains. Plus de la moitié des Arabes vivent dans cette région (Égypte incluse). Le rétablissement de relations plus normales avec la Libye s'est produit sur l'arrière-plan des accomplissements historiques de ce pays qu'ont été sa renonciation au terrorisme et à ses programmes d'ADM et de missiles balistiques à longue portée. Le Maroc fait désormais figure de leader régional et de principal partenaire des États-Unis dans le domaine de la réforme. L'Algérie s'est elle aussi engagée sur la voie d'une réforme sérieuse après une décennie de troubles internes. Nous encourageons la Tunisie à faire en sorte que ses efforts de réforme politique soient à la hauteur de ses remarquables accomplissements économiques et sociaux. Ces pays ont un long chemin à parcourir en matière de réforme politique et économique et de respect des droits de l'homme, mais nous sommes prêts à les aider. Nous savons également qu'ils font face à une menace commune provenant de l'extrémisme religieux et nous avons conçu l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme qui offre un moyen d'y parer. Ceci exigera un travail soutenu pour appuyer les efforts déployés par les Nations unies en vue de résoudre le long différend concernant le Sahara occidental, dont le règlement est en dernière analyse la clé d'une authentique coopération régionale.

CONCLUSION

Toutes ces questions se conjuguent pour former un ordre du jour exigeant et ardu. Certaines des crises évoquées ci-dessus occupent les responsables politiques et les gouvernements depuis des décennies. Mais nous savons que les appels en faveur de la réforme, de changements positifs et d'une humanité accrue dans la gouvernance ne sont pas venus de l'Ouest : ils ont été lancés par des dirigeants régionaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des gouvernements. Nous sommes conscients du fait que la démocratie qui s'instaurera dans la région le fera avec ses propres caractéristiques moyenne-orientales et selon son propre calendrier. Nous fournissons un soutien tangible aux réformateurs et aux artisans de la paix de la région afin que les conflits diminuent, que la démocratie puisse s'étendre, que l'éducation puisse prospérer, que l'économie puisse croître et que les femmes puissent s'émanciper. Nous sommes encouragés par les importants progrès enregistrés récemment au Koweït et au Qatar dans le domaine des droits de la femme. Nous faisons diligence pour soutenir tous ces changements dans un climat de respect mutuel et d'humilité, profondément conscients de la nécessité de respecter les traditions et la culture de la région et d'écouter les gens, même lorsque leurs voix s'élèvent pour exprimer leur colère ou leurs critiques. ■

Pour de plus amples informations, cliquer sur :

<http://www.state.gov/p/nea/>

<http://usinfo.state.gov/mena/>

Proche-Orient

Un membre du Corps du génie de l'armée de terre des États-Unis et l'entrepreneur irakien responsable du projet discutent de l'alimentation en électricité de la Maternité et Hôpital pour enfant d'Al-Diwaniyah.



Photo de l'armée américaine/Timothy J. Villareal (publication autorisée)



©AP Images

Quelque 15 000 emplois (estimation) ont été créés en Égypte grâce à un accord conclu par l'entremise des États-Unis qui a accru considérablement les échanges commerciaux de l'Égypte avec Israël. Cet ouvrier travaille dans une usine textile du Caire.

Un spécialiste des communications de la marine américaine montre son caméscope à des enfants lors d'une visite du quartier d'Adhamiyah à Bagdad, en septembre 2006.



Photo de l'armée de l'air américaine/Richard Rose (publication autorisée)

Proche-Orient



Étudiants à l'entrée de l'université Hassan II d'Aïn Chock à Casablanca (Maroc).

©AP Images

Chamelier attendant les touristes sur la plage à Dubaï (Émirats arabes unis) ; à l'arrière-plan, le chantier de construction de la Résidence de Jumeira.



©AP Images



©AP Images

Des responsables de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) surveillent les livraisons de fournitures humanitaires à Beyrouth (Liban), le 29 juillet 2006. Cet envoi comprenait 20 000 couvertures, 2 000 bâches et 7 lots médicaux d'une tonne conçus pour répondre aux besoins de 100 000 personnes pendant trois mois.

Affaires relatives à l'Asie du Sud et du Centre

Richard Boucher



Département d'État des États-Unis

Richard Boucher, secrétaire d'État adjoint, bureau des affaires relatives à l'Asie du Sud et du Centre

La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a décidé l'an dernier de regrouper au sein d'un seul et même bureau les attributions du secrétariat d'État concernant l'Asie du Sud et du Centre, changement logique, car les deux sous-régions sont à considérer comme un tout. Outre de profondes relations culturelles et historiques, nos grands objectifs de politique étrangère pour le XXI^e siècle, tels que la victoire dans la guerre contre le terrorisme, le développement de sources d'énergie, la prospérité par la coopération économique et l'exploitation des possibilités de démocratisation, sont tous d'une importance de premier plan dans les pays couverts par le nouveau bureau. Par ailleurs, dans chaque pays, Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan, nous nous heurtons à des problèmes spécifiques et à des défis uniques à relever.

Notre réussite en Asie du Sud et du Centre est d'une importance capitale du point de vue de nos intérêts nationaux. Les événements du 11 septembre sont venus confirmer notre opinion à cet égard. Le but visé

par les États-Unis dans la région est la progression de la démocratie et de la stabilité. Nous aidons les pays de la région à accéder à la paix et à la prospérité par la combinaison vertueuse de la liberté politique et de la liberté économique. Nous nous efforçons d'agir en champions du changement et de la réforme pour accroître la stabilité, la prospérité et l'intégration de la région. Ces efforts cadrent avec l'objectif essentiel de la politique étrangère américaine telle que l'a défini le président Bush : « La politique des États-Unis consiste à chercher à appuyer la croissance des mouvements et institutions démocratiques dans toutes les nations et dans toutes les cultures dans le but ultime de mettre fin à la tyrannie dans notre monde. »

Les États-Unis collaboreront avec les gouvernements et les populations de l'Asie du Sud et du Centre, en pratiquant ce que la Secrétaire d'État Rice a nommé « la diplomatie transformationnelle ». Selon ses explications, « ... la diplomatie transformationnelle repose sur le partenariat et non sur le paternalisme. En agissant avec les gens, et non à leur place, nous cherchons à faire usage de la puissance diplomatique de l'Amérique pour aider les



Cachemiriens déchargeant des secours, don des États-Unis, d'un hélicoptère des Nations unies à Sharda, village pakistanais, au lendemain des séismes de 2005.

©AP Images

et l'Afghanistan de 14 %. Les réformes économiques et les réserves d'hydrocarbures du Kazakhstan le catapultent bientôt aux premiers rangs des exportateurs mondiaux d'énergie.

La promotion d'un resserrement de la coopération dans tous les domaines en Asie du Sud et du Centre ainsi qu'entre ces deux sous-régions est hautement prioritaire. Nous encourageons la coopération naturelle entre l'Asie du Centre et l'Afghanistan, et l'exploitation de l'immense potentiel d'échanges commerciaux régionaux. L'un des grands objectifs visés est de financer une expansion considérable du réseau électrique afghan au moyen de raccordements avec les sources

populations à vivre mieux, à bâtir leur propre nation et à transformer eux-mêmes leur avenir».

ÉDUCATION, CROISSANCE ET COOPÉRATION

L'éducation, en particulier celle des femmes et des filles, est dans cette région notre instrument de politique étrangère le plus efficace. C'est sur elle que repose l'accélération du développement social, politique et économique dans tous les domaines : réduction de la mortalité infantile et maternelle, amélioration des soins de santé, hygiène élémentaire, alphabétisation, participation civique et croissance économique. Les États-Unis alloueront des ressources significatives aux projets d'éducation dans la région.

Les programmes qui encouragent et stimulent la croissance économique ont un large impact sur les populations de la région, allant du développement des microentreprises à la facilitation des échanges commerciaux en passant par les réformes douanières, tous éléments essentiels à la création d'économies saines et de partenariats commerciaux solides. Grâce aux réformes et aux possibilités d'exportation, l'Inde et le Pakistan ont tous deux un taux de croissance de plus de 8 %,

d'énergie sous-utilisées de l'Asie du Centre. C'est une solution gagnante sur tous les tableaux qui apportera à l'Afghanistan l'énergie dont il a besoin de toute urgence, et qui constituera une source de revenus majeure pour des pays tels que le Tadjikistan et le Kirghizistan.

L'instauration d'une stabilité à long terme par la coopération régionale dans les secteurs de l'énergie, du commerce et des communications est un domaine où



Le secrétaire du Pakistan Fardosh Alim (au centre) salue la foule assemblée au poste de contrôle conjoint indo-pakistanaï de Wagha (Inde), le jour de l'établissement d'un nouveau service entre les deux pays, manifestation tangible des efforts d'amélioration de leurs relations bilatérales.

©AP Images



©AP Images

Le secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'Asie du Sud et du Centre Richard Boucher (à droite) se joint (de g. à dr.) à Hervé Jouanjean, directeur général adjoint de la Commission des relations extérieures de l'Union européenne, à Yasushi Akashi, envoyé japonais pour la paix à Colombo, et à Erik Solheim, ministre norvégien du développement international, au début d'une réunion sur le processus de paix du Sri Lanka en mai 2006.

les États-Unis peuvent fournir une assistance technique. En tant que gouvernement, notre rôle n'est pas d'exécuter des projets énergétiques et infrastructurels de grande envergure, mais nous avons tout intérêt à faire usage de nos connaissances spécialisées, conjointement avec d'autres partenaires et donateurs multilatéraux, pour stimuler ces activités.

Le resserrement des liens et l'apport d'appuis pour en nouer de nouveaux dans les secteurs de l'énergie, de l'infrastructure et des transports, ainsi que dans d'autres, accroîtront la stabilité de toute la région, sans porter atteinte aux relations déjà en place. Nous continuerons d'insister sur l'importance de la participation des nations de l'Asie du Centre aux institutions euro-atlantiques. Leurs relations avec l'OTAN, avec l'Union européenne, avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et avec chaque pays européen doivent continuer d'occuper une place importante dans leur avenir.

PARTENARIATS STRATÉGIQUES

Nous sommes en train de forger un partenariat stratégique mondial avec l'Inde, qui est actuellement la plus grande démocratie et qui deviendra selon toute vraisemblance la nation la plus peuplée du globe d'ici 20 ans. L'Inde et les États-Unis sont tous deux des démocraties d'une grande diversité ethnique, linguistique et religieuse dont les intérêts convergent de plus en plus sur les grands dossiers mondiaux actuels. L'ouverture de nouveaux secteurs de coopération économique et la conclusion d'un partenariat civil pour l'industrie nucléaire sont aujourd'hui deux des initiatives les plus importantes que nous ayons entreprises. Nous examinons également tous les domaines dans lesquels nos intérêts internationaux respectifs pourraient bénéficier de notre coopération, notamment l'agriculture, la consolidation de la démocratie, les secours aux victimes de catastrophe, l'éducation, la science et la technologie.

Nous restons fidèles à la longue amitié qui nous unit au Pakistan, l'un de nos principaux alliés dans la guerre contre le terrorisme. Le président Musharraf a pris la décision

importante de détourner son pays de l'extrémisme et de l'orienter sur la voie de la démocratie moderne, et nous appuyons pleinement cette entreprise. Nous œuvrons avec les partis politiques, la société civile et des institutions telles que la commission électorale pour assurer le succès des élections parlementaires en 2007. Nous sommes aussi fermement déterminés, et nous le proclamons haut et fort, à aider la population pakistanaise à se relever du séisme dévastateur qui a frappé le pays en octobre dernier.

L'existence de relations stables et amicales entre l'Inde et le Pakistan est essentielle pour la paix et la stabilité de la région et au-delà. Nous sommes encouragés par les progrès soutenus réalisés dans le cadre du dialogue entre l'Inde et le Pakistan. Les mesures d'établissement de la confiance, notamment l'ouverture de liaisons routières et ferroviaires, contribuent à créer des partisans de la paix dans les deux pays. Nous allons continuer d'encourager les efforts de paix entre les deux pays, notamment les initiatives visant au règlement de la question du Cachemire.

L'Afghanistan, situé au centre de cette région, peut faire fonction de pont entre l'Asie du Sud et l'Asie du Centre, au lieu de constituer une barrière entre elles. La stabilité, la démocratie et le développement économique en Afghanistan restent des priorités de premier rang pour les États-Unis comme pour leurs partenaires. Le Pacte de l'Afghanistan et la Stratégie intérimaire pour le développement national qui ont été conclus en janvier dernier à la Conférence de Londres sur l'Afghanistan établissent des jalons spécifiques en matière de sécurité, de gouvernance et de développement pour les cinq ans à venir; notre appui est vital pour que le pays atteigne ces importants objectifs. Nous devons continuer de lutter résolument contre les violents éléments restants d'al-Qaïda, des Talibans et autres insurgés qui sévissent encore. L'énorme récolte d'opium de l'Afghanistan présente une grave menace pour l'Asie, l'Europe et les États-Unis et peut alimenter des rébellions, détruire des économies et corrompre des gouvernements. Par une quintuple approche unissant information, revenus de substitution, éradication, juste application des lois et interdiction, l'Afghanistan a engagé la lutte contre le commerce des stupéfiants et nous lui accordons notre appui.

Nous nous employons à mettre fin aux troubles et à promouvoir la stabilité ailleurs dans la région. Au Sri Lanka, nous continuons d'œuvrer avec nos partenaires internationaux pour protéger un processus de paix fragile et pour mettre un terme au violent combat livré au gouvernement par les séparatistes tamouls.

Le Népal est lui aussi en proie à des difficultés. Des manifestations populaires ont obligé le roi Gyanendra à rétablir le parlement et à reconnaître la souveraineté du peuple, mais le pays a de multiples défis à relever sur la voie de la restauration de la démocratie, de la paix et du développement, l'un des moindres n'étant pas la persistance de l'insurrection maoïste. Les États-Unis manifestent ici un optimisme prudent et considèrent qu'il s'agit du tout début d'un processus d'enracinement de la démocratie au Népal; l'appui des États-Unis et d'autres pays sera important pour assurer le succès du nouveau gouvernement. Au Bangladesh, démocratie musulmane modérée menacée récemment par la violence et l'extrémisme politiques, nous attendons l'organisation d'élections parlementaires que nous espérons libres et régulières l'année prochaine, avec la participation entière et active de toutes les parties.

Les nations de l'Asie centrale font toutes face aux mêmes défis qui sont la lutte contre la terreur, l'instauration d'une croissance durable et la satisfaction des aspirations à des possibilités économiques et politiques exprimées par leur population. Certains dirigeants, notamment au Turkménistan et en Ouzbékistan, ont réagi négativement et nous devons gérer nos relations en conséquence. Toutefois, l'Asie centrale est aussi une région porteuse d'immenses promesses. La production de pétrole et de gaz dans le bassin de la mer Caspienne, en particulier au Kazakhstan et au Turkménistan, pourrait apporter une contribution significative à la sécurité énergétique mondiale. Le Kazakhstan pourrait devenir le moteur régional de la croissance économique et de la réforme. Le Kirghizistan s'efforce, malgré les difficultés, de conforter les acquis démocratiques et de poursuivre l'application des réformes engagées.

CONCLUSION

Dans toute la région, les traditions de foi religieuse tolérante et d'acquisition de connaissances scientifiques, qui remontent à un millénaire, offrent une protection contre les tendances importées d'extrémisme et de violence. Tout en aidant les pouvoirs publics et les populations de la région à renforcer leurs institutions qui avancent la croissance, la paix et la stabilité, nous cherchons à encourager les membres de la société qui ont commencé à appliquer des réformes, à promouvoir le changement, à ouvrir leur économie et à coopérer avec leurs voisins. Avec près d'un quart de la population mondiale, des ressources abondantes et une génération de

jeunes animés par des rêves sans précédent, l'Asie du Sud et du Centre possède un potentiel mondial appréciable qui peut en faire une force démocratique et économique et un facteur dynamique de changement positif. Le rôle des États-Unis devrait consister à encourager un tel changement, auquel tous les pays et tous les peuples de la région peuvent prendre part. ■

Pour de plus amples informations, cliquer sur:

<http://www.state.gov/p/sca/>

<http://usinfo.state.gov/sa/>

Asie du Sud et du Centre



©AP Images

Matt George, spécialiste américain de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), confectionnant un plâtre en carton pour un petit garçon au Cachemire.

Pakistanaïses allumant des cierges pour marquer la Journée internationale de la femme à Multan (Pakistan) en mars 2005.



©AP Images



©AP Images

Une Afghane, membre du personnel électoral, compte les bulletins de vote sous l'œil vigilant d'observateurs à Kaboul (Afghanistan) en septembre 2005. Quelque 12 millions de bulletins de vote ont été déposés dans les urnes au cours des élections législatives et provinciales simultanées.

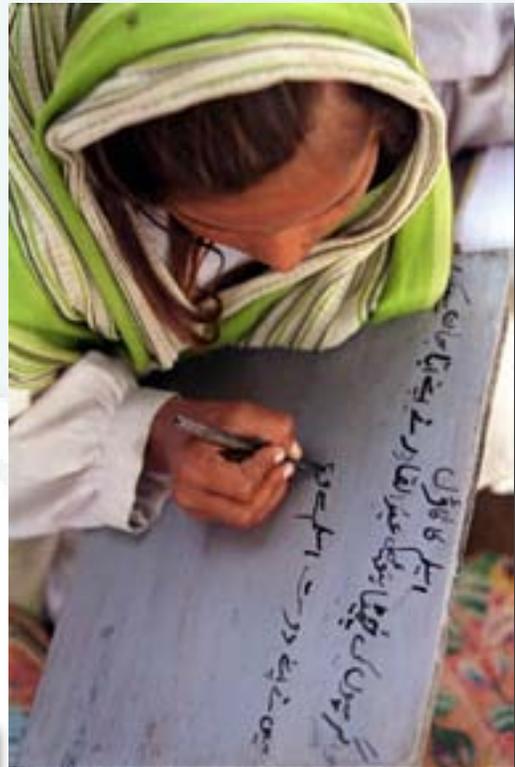
Asie du Sud et du Centre



Le secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'Asie du Sud et du Centre Richard Boucher en visite au Salaam Baalak Trust, foyer d'hébergement pour enfants de la rue financé par le gouvernement des États-Unis à New Delhi (Inde) en août 2006.

©AP Images

Fillette faisant ses exercices de calligraphie en urdu dans une école de village à Bhair Sodian, dans le nord-est du Pakistan.



©AP Images



©AP Images

Enfants participant à un match de cricket sur ordinateur au « Hole in the Wall », centre informel de formation à l'informatique appuyé par l'École de l'ambassade américaine, l'American Women's Association, une organisation non gouvernementale indienne, et l'Institution nationale de la technologie de l'information.

Affaires relatives aux Amériques

Thomas Shannon



Département d'État des États-Unis d'Amérique

Thomas Shannon, Secrétaire d'État adjoint, Bureau des affaires américaines

J'ai passé 22 ans au sein du corps diplomatique des États-Unis en poste en Amérique Latine et en Afrique. Je suis ce qu'on appelle un diplomate des « routes poussiéreuses ». Je me suis consacré aux pays en transition ; aux pays qui ont lutté afin de faire de la démocratie une réalité pour leur peuple et de leur donner la prospérité et la sécurité dont ils ont besoin pour atteindre un développement humain.

Fort de cette expérience, je sais ce que la démocratie représente pour ceux qui sont privés de leurs droits. Je sais ce que les possibilités économiques représentent pour les pauvres et les exclus. Et je sais ce que la liberté représente pour les peuples qui veulent pouvoir maîtriser leur propre destin. J'ai vécu de première main le rôle transformationnel dramatique que les États-Unis peuvent jouer au cours de ces transitions.

Lorsque Condoleezza Rice, la secrétaire d'État, m'a demandé de revenir au département d'État en qualité de secrétaire d'État adjoint aux affaires américaines, elle m'a demandé d'insuffler une nouvelle vitalité dans notre diplomatie, de former de nouveaux partenariats durables sur le continent américain et d'articuler l'engagement du

Président envers la liberté individuelle et la justice sociale.

Je me suis efforcé d'assumer cette responsabilité en adoptant un ordre du jour à la fois simple et exhaustif : les États-Unis sont résolus à collaborer avec leurs partenaires dans les Amériques afin de renforcer la démocratie, de promouvoir la prospérité, d'investir dans les populations et de rehausser la sécurité des États démocratiques du continent.

Notre politique traduit un ordre du jour commun qui a vu le jour lors du Sommet des Amériques. Il repose sur deux principes directeurs prescrits par la Charte démocratique interaméricaine :

- Les peuples des Amériques ont droit à la démocratie et leurs gouvernements ont pour obligation de la promouvoir et de la défendre.
- La démocratie est essentielle au développement social, politique et économique des peuples des Amériques.

CONSOLIDER LA DÉMOCRATIE

Les Amériques ont pris un engagement historique envers la démocratie. C'est un engagement qui va au-delà



©AP Images

Un paysan du Nicaragua reçoit des soins médicaux des réservistes de l'armée américaine pendant une mission d'aide humanitaire auprès d'ouvriers agricoles à El Sol (Nicaragua) en juillet 2006.

d'un processus électoral. C'est aussi un engagement envers les droits et les libertés fondamentales qui sous-tendent nos sociétés ouvertes, envers les institutions et les procédures constitutionnelles qui forment nos États démocratiques, envers le développement des partis politiques et des sociétés civiles qui représentent nos citoyens, et envers la gouvernance démocratique indispensable à la création de sociétés justes et équitables dans lesquelles tous les citoyens ont voix au chapitre.

Les États-Unis sont résolus à promouvoir la démocratie et à protéger les libertés et les droits fondamentaux dans les Amériques. Que ce soit par des actions bilatérales - par l'intermédiaire de nos programmes d'aide à l'étranger et de sensibilisation démocratique - ou multilatérales, par le truchement de l'Organisation des États américains et des autres institutions du système interaméricain, nous aidons nos partenaires des Amériques à lutter contre la pauvreté, contre l'inégalité et contre la marginalisation et l'exclusion politique. Nous tenons tête à la tyrannie, notamment à Cuba. Et nous œuvrons pour garantir que tous les peuples américains ont le droit et la capacité de jouir de leur

citoyenneté et de l'exprimer dans toutes ses dimensions, aussi bien politique et économique que sociale.

PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ

Les Amériques sont en train de vivre une révolution sur le plan de leurs attentes. Les peuples de la région veulent que leurs gouvernements les écoutent, qu'ils rendent compte de leurs actions et qu'ils répartissent les fruits de la libre entreprise, des échanges et de l'intégration économique entre tous les citoyens. Les possibilités économiques, et la mobilité sociale qui en découle, sont aujourd'hui considérées comme des éléments essentiels de la justice sociale.

Les États-Unis s'efforcent de créer des débouchés économiques dans les Amériques grâce à un ordre du jour qui préconise le libre-échange et dont les revenus représentent aujourd'hui deux tiers du produit intérieur brut de la région. Nous œuvrons également par l'intermédiaire de nos programmes d'aide à l'étranger, notamment ceux de la Société du Millénaire, pour lutter

contre la corruption, promouvoir la suprématie du droit et créer le type de gouvernance démocratique et juste nécessaire pour que les possibilités économiques ne soient pas réservées exclusivement à l'élite, mais profitent à l'ensemble de la société.

INVESTIR DANS LES POPULATIONS

Les populations doivent avoir les capacités et les compétences nécessaires pour saisir les occasions qui se présentent sur le plan économique. La pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale ont empêché nombre de citoyens du continent américain de profiter de ces possibilités. Par le truchement du Sommet des Amériques, les dirigeants démocratiques des Amériques se sont engagés à donner à leurs citoyens les outils dont ils ont besoin pour devenir les agents de leur propre destin.

Les États-Unis, en aidant leurs partenaires à investir dans les populations en améliorant l'éducation et la formation, les soins de santé, l'accès au capital, les infrastructures sociales, ainsi que la sécurité de leurs familles et de leurs biens, contribuent à libérer l'énorme potentiel des peuples des Amériques. Ici encore, notre



Photo : USAID/Jorge Yruenza

Grâce à un projet de petits prêts de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en Équateur, Maria Isabel Coral a pu élargir son échoppe et accroître ses bénéfices, ce qui lui permet de payer les études supérieures de ses deux filles.



©AP Images

Les placeurs en bourse travaillent dans la fosse du cours à terme du dollar à la bourse du marché à terme de Sao Paulo au Brésil.

action est acheminée par le biais de nos programmes d'aide à l'étranger. Elle est également rehaussée par notre engagement à l'égard de la Banque interaméricaine de développement et des autres institutions multilatérales de développement.

PROTÉGER L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE

Sur un continent engagé sur la voie de la démocratie, du libre-échange et de l'intégration économique, la principale menace à la sécurité ne vient plus des autres pays. Elle vient plutôt d'acteurs indépendants tels que les terroristes, les trafiquants de drogue et de personnes, et du crime organisé. Elle provient aussi de catastrophes naturelles ou écologiques, et de pandémies.

En œuvrant par l'intermédiaire du Sommet des Amériques et de l'Organisation des États américains, les États-Unis ont contribué à recalibrer l'ordre du jour et les institutions du continent relatives à la sécurité. Nous avons mis au point de nouvelles formes d'aide qui vont au-delà de la coopération militaire et de l'assistance à la sécurité traditionnelles. Grâce à la coopération en matière d'application de la loi et d'échange de renseignements, à une meilleure communication entre les organismes de gestion des catastrophes et des opérations d'urgence, et à une coordination améliorée entre les responsables de l'environnement et de la santé, nous sommes en train de développer les capacités qui nous permettront de répondre aux nouveaux périls. Nous sommes en train de renforcer une compréhension nouvelle du lien entre la sécurité et notre prospérité économique et entre la sécurité et le bien-être de nos institutions démocratiques. Nous sommes également en train de bâtir un continent dans lequel les sociétés ouvertes sont protégées et fortes.

Notre ordre du jour sur le continent américain est positif, axé sur les populations et respectueux de nos valeurs fondamentales sur le plan politique, économique et social. Il repose sur la coopération et la collaboration et il est axé sur un dialogue ouvert avec nos partenaires et avec les institutions du système interaméricain que nous partageons avec 33 pays démocratiques des Amériques.

Notre politique reconnaît le pouvoir transformationnel de la démocratie. Elle comprend le rôle capital que joue dans une démocratie le développement économique et social, et elle affirme que toute activité politique et sociale se doit de rehausser et de respecter la dignité humaine et la liberté individuelle. ■

Pour tout renseignement supplémentaire, cliquer sur:
<http://www.state.gov/p/wha/>
<http://usinfo.state.gov/wh/>

Amériques



©AP Images

Photo de groupe après la signature de l'Accord commercial entre le Pérou et les États-Unis au siège de l'Organisation des États américains (OEA) en avril 2006 à Washington, D.C.. De gauche à droite : Robert Portman, représentant des États-Unis pour le commerce extérieur ; David Lemor, ministre péruvien de la production ; Alejandro Toledo, président du Pérou ; Susan Schwab, représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur, et Alfredo Ferrero Diez Canseco, ministre péruvien du commerce extérieur.

L'actrice mexicaine Selma Hayek tient un enfant dans ses bras pendant qu'elle s'adresse à de jeunes Nicaraguayens lors d'une visite à la Fondation Quincho Barrilete à Managua (Nicaragua). Selma Hayek et l'actrice américaine Ashley Judd étaient en tournée pour promouvoir « YouthAIDS », une initiative mondiale visant à sensibiliser les jeunes aux dangers du VIH/sida.



©AP Images



©AP Images

Des membres de l'armée américaine construisent une école au Honduras dans le cadre de « New Horizons », un exercice humanitaire du Groupe des forces interarmées.

Amériques

Des Nicaraguayens qui ont de la famille aux États-Unis brandissent les drapeaux américain et nicaraguayen lors d'un jour férié à Managua (Nicaragua).



©AP Images



©AP Images

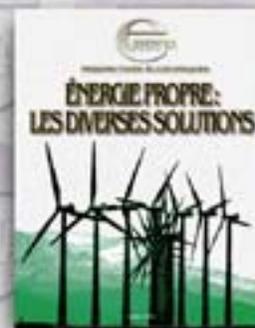
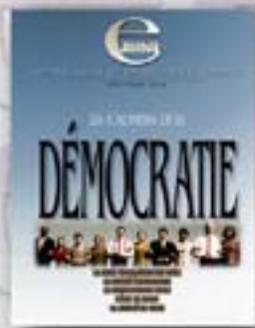
L'ambassadeur John Maisto, représentant permanent des États-Unis auprès de l'Organisation des États américains (OEA) est parmi les représentants de 34 pays à la 36^e Assemblée générale de l'OEA à Saint-Domingue, (République dominicaine), en juin 2006.



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

- Perspectives économiques
- Objectifs de politique étrangère
- Dossiers mondiaux
- Démocratie et droits de l'homme
- La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>